Les racines culturelles de la lepénisation

vendredi 4 mai 2012, par LEBOURG Nicolas (Date de rédaction antérieure : 2 mai 2012).

Sommaire

- Jeanne d'Arc au XXe siècle
- Le Drapeau rouge
- Le premier mai de la nation
- La nation face à un monde
- Une lecture culturelle de la
- Et demain ?

Réclamant la fusion du travail et de la Nation, *Le Nouveau siècle* du 1er mai 1927 écrivait : *« Il ne faudrait pas beaucoup de propagande, faite par un État digne de ce nom, pour arriver à fondre en une seule fête celle du premier mai et celle de Jeanne d'Arc »*. Le premier mai 2012 aura vu un Président de la République-candidat et le leader d'un parti d'extrême droite se concurrencer quant à cette fusion entre le social et le national, entre le travail et Jeanne, tandis que les syndicats manifestaient. L'actualité de ces jeux entre symboles nécessite quelques éclairages du passé. On verra que, au final, se comprend l'actuelle progression de l'extrême droite et la droitisation de la droite parlementaire. Et que, par-delà encore, ces phénomènes éclairent les plus lourds problèmes posés à la cohésion de la société française.

Jeanne d'Arc au XXe siècle

Les nations et les groupes sociaux s'auto-commémorent via des grands-messes depuis qu'avec la Révolution française le politique est devenue l'affaire des masses. Jeanne d'Arc fait partie des symboles qui travaillent l'imaginaire national au XIXe. A Orléans on la commémorait depuis qu'elle avait libéré la cité le 8 mai 1429. La gauche voit en elle une fille du peuple défendant la nation contre la trahison du monarque et de l'Église. La droite exalte la pieuse vierge qui bouta l'étranger. Afin de contrer l'extrême gauche, il fut ardemment débattu entre 1884 et 1892 de l'idée d'établir une fête de Jeanne d'Arc qui serait *« une fête du patriotisme »*. Cela eût permis un rapprochement avec la droite, encore encline à bouder le 14 juillet, et le pays aurait ainsi été pourvu de deux fêtes, l'une pour la patrie et l'autre pour la nation. L'extrême droite s'emparant de Jeanne d'Arc, le projet avorta. Finalement, en 1920, une loi proclame que le dimanche suivant le 8 mai la République honore Jeanne.

Cependant, la propagande vichyste accentue le marquage à l'extrême droite de la figure de Jeanne, devenue une anti-Marianne affrontant l'Anglais. Avec la fin de la Seconde Guerre mondiale le 8 mai 1945, la date prend une nouvelle importance. En défilant le 8 mai pour Jeanne, l'extrême droite dispose ainsi de sa propre commémoration. Le défilé ne compta longtemps que de maigres troupes. Mais avec l'essor du FN dans les années 1980, il devint rapidement un problème pour Jean-Marie Le Pen. Car s'il était l'une des rares occasions de « tenir la rue » pour le parti, il devint aussi l'occasion pour les groupuscules de l'extrême droite radicale d'attirer l'attention sur eux. Soit autant de problèmes d'image médiatique à gérer pour le FN. Avant la présidentielle de 1988, des groupes vinrent ainsi avec leurs militants en rangs serrés, se tenant pour l'un en chemises brunes, pour

l’autre en chemises noires. La décision s’imposa : le FN décida de faire commémoration à part, le jour du premier mai, réunissant ainsi le national et le social entre les deux tours de la présidentielle.

Pour ce premier mai 2012, les rôles furent répartis : à Jean-Marie Le Pen le patrimoine national avec un discours sur Jeanne, à Marine Le Pen le discours politique. Au meeting UMP, la confusion entre Jeanne et le premier mai était discrètement entretenue avec Nadine Morano qui évoquait Jeanne d’Arc et Nicolas Sarkozy qui proclamait que *« personne ne (l)’empêchera de revendiquer les racines chrétiennes de la France »*.

Le Drapeau rouge

Car pour ce premier mai s’est tenu une de ces polémiques d’usages de l’historie dont la France a la secret. A gauche on affirma que Nicolas Sarkozy avait une inspiration *« pétainiste »* (Éva Joly) ou issu de *« la Collaboration »* (Jean-Luc Mélenchon). Les gauches qui ont longtemps perdu une grande énergie à clamer que le FN serait le fascisme étendaient là cette manie du remplacement de l’analyse sociale par l’analogie historique – car, quoiqu’en ait dit l’ouvrage à succès d’Alain Badiou, le sarkozysme n’a rien à voir avec le pétainisme.

A droite, Nicolas Sarkozy s’est affirmé le porte-étendard du drapeau français face au drapeau rouge, tandis que le ministre de la Défense Gérard Longuet (qui participa au lancement du FN) affirmait à l’hebdomadaire d’extrême droite « Minute » que la gauche portait la responsabilité du *« pacte germano-soviétique qui a débouché sur la tragédie de la Seconde Guerre mondiale »*, soit un raisonnement historique pour le moins audacieux.

Nicolas Sarkozy a cité Lamartine vantant le drapeau tricolore contre le rouge. Rappelons que ce fut lors la Révolution de 1848 qui balaye la Restauration monarchique que Lamartine convainc les prolétaires prenant l’Hôtel de Ville de Paris de ne pas remplacer le drapeau tricolore par le rouge. En somme, les propos de Lamartine ne visaient pas « un parti » comme le présentait Nicolas Sarkozy mais signifiaient qu’en République il y a concomitance entre la souveraineté populaire et la souveraineté nationale…. Rappelons aussi que la Commune de Paris en 1871 est une révolution nationale et sociale : sous le drapeau rouge des insurgés il y a aussi le refus de la forfaiture de la bourgeoisie cédant l’Alsace-Lorraine à l’Allemagne. Depuis plus d’un siècle et demi en France le drapeau rouge est donc lié aux luttes nationales et sociales menées par des classes populaires considérant qu’au nom de l’héritage de la Révolution elles incarnent historiquement la nation.

Le premier mai de la nation

Le faux

Quant au procès en pétainisme de la notion de « vrai travail », il est survenu suite à un faux (à gauche) qui circule massivement sur les réseaux sociaux. A dire vrai, une coïncidence veut qu'avec l'historien Romain Ducoulombier, je travaille actuellement à un diptyque sur les affiches communistes et anticommunistes pour les éditions Les Echappés. L'affiche originale fait partie de notre corpus et je fus quelque peu stupéfait du succès de ce faux. Car si celui-ci entraîne une assimilation saugrenue le vrai document permet justement de mieux comprendre les discours à l'œuvre (voir les documents).

Là où le faussaire a placé le mot « vrai » il y a un logo qui veut dire beaucoup (à droite).

Le vrai

L'hexagone pour représenter la France est un symbole inventé fin XIXe. Le bleu était la couleur des rois de France, puis de la nation. Dans une France qui a été démembrée, le pays n'a sous Vichy rien de cette perfection géographique et de cette permanence à travers les siècles. Avec ses symboles unitaristes, il s'agit de nier la réalité présente et d'affirmer une pérennité de l'État et de la nation sous la férule pétainiste. Au centre, l'enclume (le travail) est traversé par le symbole du régime : une Francisque (l'État). Le manche est fait du militaire bâton de maréchal (l'ordre), la Francisque est empruntée au Front National Ouvrier Paysan, un mouvement nazifiant de 1933 (la race).

Finalement, dans son contexte, l'affiche part de la nécessité d'unir les classes sous une autorité

paternaliste pour aboutir à la légitimité de l'État de la Collaboration. En étatisant la journée internationale de lutte de la classe ouvrière, en profitant du fait qu'il s'agisse de la saint Philippe, prénom du maréchal Pétain, il s'agit d'intégrer les travailleurs à l'ordre national. La valorisation du travail permet ici de défaire la fonction politique de cette classe qui, comme on l'a vu, n'avait cessé de porter tout ensemble la cause nationale et la revendication sociale. L'intégration de la « valeur travail » permet de désintégrer la revendication des travailleurs.

La nation face à un monde déconstruit

Ces alliages entre un discours d'union des classes et une apologie de la nation peuvent trouver une très grande force. La France est la matrice du principe national. C'est en 1254 que le « roi des Francs » devient le « roi de France ». Si Jeanne d'Arc combat c'est pour que le roi de France soit français. L'Ancien régime fonctionne complètement sur des valeurs unitaires, c'est l'époque de la règle des trois unités au théâtre, celle où Bossuet dit *« qu'en l'unité est la vie, en dehors de l'unité la mort est certaine ».* C'est alors qu'émerge la la notion de frontière dans son sens contemporain (avec les traités de Westphalie en 1648). La Révolution et la République parachèvent cette œuvre politique et culturelle unificatrice.

Mais, la post-modernité qui se déroule depuis les années 1970 a institué la fragmentation du réel, du social, des représentations, du biologique, tandis que la segmentarisation est devenue la règle du jeu économique et politique. Les orthodoxies politiques ou religieuses ont laissé place à des bricolages individualisés. Dans un marché idéologique international, les idées se braconnent et s'hybrident pour créer des dogmes individuels. L'Histoire n'est plus une éducation commune, comme dans les manuels scolaires de la IIIe République, mais un flux que l'on juge depuis le présent sur des bases communautarisées.

Le mouvement sans fin des capitaux est devenu celui des repères. D'une soixantaine d'États en 1939, le monde passe à 118 en 1963 et 196 en 2000. Cette fragmentation fait écho à l'effacement des économies nationales. Celles-ci sont effacées au profit de marchés transversaux, tandis qu'un nouvel ordre politique émerge par la croissance exponentielle du nombre d'organismes intergouvernementaux et d'organisations non-gouvernementales.

Une lecture culturelle de la campagne électorale

Cette dynamique a nourri des crispations que l'on continue à qualifier de nationalistes, même si elles se réfèrent en fait bien moins à un amour exclusif de la nation qu'à une revendication d'une légitimation de l'ordre émergent. Nations, partis, États, syndicats, églises : depuis vingt ans chacun de ces éléments est dit en crise, car en fait toutes ces formes structurantes sont en voie de liquéfaction. Ce qui a émergé est une société désintitutionnalisée : les liens entre État et société ne passent plus tant par les fondamentaux intégrés du système politique, partis ou syndicats, que par le développement de marges constituées par des réseaux de sociabilité. A l'âge des masses a succédé l'âge des marges.

La façon dont Nicolas Sarkozy a régulièrement attaqué les corps intermédiaires témoigne que malgré sa tentative récente de récupération du thème des « frontières » il s'inscrit sincèrement dans ce cadre libéral. La façon dont Marine Le Pen a fait évoluer son parti sur des positions de défense de l'intervention d'un « État stratège » consiste en revanche précisément à réclamer la revalorisation des cadres unitaires.

L’atomisation des structures fait du même coup saillir l’image des communautarismes ou supposés tels. Dans les années 1980, on dénonçait « l’américanisation » de la France en parlant des quartiers devenus « ghettos ». Aujourd’hui on entend que ces mêmes quartiers seraient sous le coup d’une « islamisation ». Associée à une exigence du respect des « identités », des « racines », est véhiculée une opposition spatiale, cultuelle et ethnique qui constitue à son tour un instrument de sape des principes du contrat social.

Bien sûr, les électeurs frontistes ne raisonnent pas en ces termes. Mais une partie de leur positionnement est due à la profonde insécurité culturelle que représente ce monde où les valeurs nationales et sociales, tout cadre unitaire, paraissent si floues, où ceux qui ne sont pas en « mouvement » seraient disqualifiés. Ils exigent un retour à une société construite, avec une hiérarchie de valeurs et de travail légitimes.

La droite au pouvoir n’a pas su leur répondre. Elle a déplacé le curseur national et social sur le champ sociétal, avec les nomades et la loi sur la Burqa hier, la mise en avant de la proposition socialiste de droit de vote des immigrés aujourd’hui. Ce comportement a en fait toujours légitimé le transfert de suffrages de l’UMP au FN, en surmobilisant la gauche en retour. L’insécurité culturelle affirmée correspondait en effet bien mieux aux schémas de réponse unitariste du national-populisme lepéniste qu’au bougisme sarkozyste.

Et demain ?

Ce sont ces schémas là, d ’union du national et du social qui trouvent aujourd’hui toute leur force. En aucune manière parce qu ’il s ’agirait d’un « retour du pétainisme ». Mais car ils nous renvoient aux structures culturelles de ce pays... Ordre, unité, autorité, sécurité : oui ce sont des questions de « droite » posées par le peuple. Cela fait penser à une part de la droite qu’il lui faut pactiser avec l’extrême droite. Mais, une ligne sur la République, la méritocratie, l’industrie et la personne peut être plus opératoire, car répondant à ces inquiétudes sans légitimer le transfert de vote vers le FN. Cela met mal à l’aise une part de la gauche, qui voudrait que le dit peuple ait la courtoisie d’être de la « gauche morale », libérale et sociétale. Mais si la gauche gagne maintenant dans les urnes et ne sait pas ensuite fournir des réponse de gauche à ces questions de droite, le peuple souverain reposera plus fort, plus fort encore, la même question en 2017.

Nicolas Lebourg

P.-S.

* Site du Nouvel Obs. Créé le 02-05-2012 à 18h21 - Mis à jour le 03-05-2012 à 15h16
http://tempsreel.nouvelobs.com/l-observateur-du-lepenisme/20120502.OBS7180/les-racines-culturelles-de-la-lepenisation.html